

Un monument aux héros de la tranchée des baïonnettes.

C'était le 11 juin 1916, dans le secteur de Verdun, en pleine terre d'héroïsme. Le 137<sup>e</sup> d'infanterie avait en première ligne deux bataillons. La consigne était : résister sur place. Les Bretons du 137<sup>e</sup> résistèrent sur place. Ils y sont encore, debout, le fusil à la main, tels que l'inférel bombardement les a ensevelis dans la tranchée à jamais fameuse des baïonnettes. Un monument, inauguré le 8 décembre 1920 par M. Millerand, commémore le souvenir de leur héroïque sacrifice. La galerie de pierre qui abrite la tranchée, construite grâce à la générosité d'un admirateur américain, M. Georges Rand.

On leur adressa d'abord des injures, mais bientôt les habitants de la région apprirent le véritable état de choses.

Tous cependant ne furent pas occupés aux champs. Beaucoup de femmes et de jeunes filles durent faire la lessive pour l'armée, entretenir les bâtiments militaires, servir dans les hôpitaux. Des hommes furent contraints d'exécuter les corvées militaires jusque sous le feu des Français.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces horreurs, car l'occupant ne devait pas tarder à mettre également son système de déportation en vigueur dans notre pays.

Du reste, même avant les événements de Lille, les Allemands avaient déporté des civils des départements de la Somme, de l'Aisne et de la Marne, mais à Lille et dans les villes voisines ils appliquèrent ce système avec tant de cynisme et de brutalité qu'ils soulevèrent les protestations de tout le monde civilisé.

## EVÉNEMENTS DIVERS.

**Le service obligatoire en Angleterre. — L'aide des colonies. — Le service général pour les Belges. — La mort de Carmen Sylva. — Les zeppelins en février 1916. — Débarquement de troupes russes en France.**

Nous savons quel mépris les Allemands professaient au début de la guerre à l'égard de l'armée anglaise. L'Angleterre n'avait pas une armée puissante, parce qu'elle avait toujours consacré son attention principale à sa flotte.

Elle se fiait à sa position géographique et à ses navi-

res; elle possédait la maîtrise des mers et la sécurité de l'empire était garantie.

Mais les circonstances avaient bien changé et il était évident qu'un empire allemand trop puissant et victorieux constituait un danger pour l'Angleterre.

L'armée britannique en 1914 était une armée coloniale, basée sur le volontariat. La défense de la mère-patrie était assurée par des troupes territoriales.

En août 1914, on ne put envoyer en France que quatre divisions. Il y avait bien sans doute un plus grand nombre de soldats, mais ceux-ci n'avaient pas encore reçu une instruction suffisante.

On se souvient de la part glorieuse que ces divisions prirent à la bataille de la Marne; mais dès ce moment la question militaire, nécessitant la formation de nouveaux corps, était posée d'une manière aiguë.

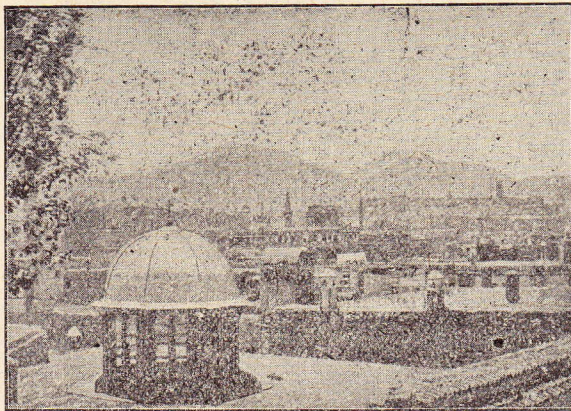
Et cependant la nation n'en saisissait pas toute la portée. Le « Times », le grand journal londonien, exposait sans cesse les raisons urgentes de cette réforme.

Comme aux Belges, on avait fait accroire à la population du Royaume Uni que la fortune ne favorisait plus les armées allemandes et que le kaiser jugeait déjà sa cause perdue, tandis que l'Entente triomphait. La Marne en était la preuve éloquente. On se laissait aller à l'optimisme, qui avait son utilité, mais aussi ses dangers. Fort peu de gens pouvaient s'imaginer que la guerre serait de longue durée.

En outre, on ne connaissait les horreurs de la guerre que par le récit des journaux et des revues, mais on n'en sentait pas les effets directement. Un fait caractéristique, c'est qu'après les raids exécutés par les zeppelins au dessus de l'Angleterre il y eut beaucoup plus d'enrôlements.

Kitchener forma les premières armées nouvelles. Il doit avoir déclaré dès le mois d'août 1914 que la guerre durerait au moins trois ans.

Lorsque Kitchener devint ministre de la guerre, il prit à cœur d'une part de former des armées qui seraient en



Panorama d'Erzeroum.

état de participer à la lutte le plus tôt possible, et d'autre part, de créer des usines destinées à fournir le matériel de guerre nécessaire à ces armées.

Il restait également beaucoup à faire dans ce second domaine.

Kitchener adressa donc un appel au peuple pour constituer une armée de volontaires et ceux-ci se présentèrent en grand nombre. On fit ressortir notamment l'injustice commise envers la Belgique par la violation de son territoire.

Partout on rencontrait des affiches portant ces mots : «Remember Belgium» (Souvenez-vous de la Belgique). Des agents d'enrôlement haranguaient le peuple. Kitchener fit savoir qu'il lui fallait 30.000 hommes par semaine.

Les nouveaux soldats furent exercés en hâte. L'Allemagne croyait nous décourager en se moquant de cette nouvelle armée.

Elle répandait les nouvelles les plus fantaisistes, comme celle-ci par exemple :

«Londres, 6 octobre 1914. — Le «Daily Chronicle» annonce qu'à Aldershot, en chiffres ronds, 135.000 militaires, appartenant à toutes les armes, seraient préparés à partir pour l'armée, dès qu'ils seraient prêts. Cependant la préparation, en dépit des plus brillants efforts, ne donnerait pas de résultats satisfaisants, les troupes étant insuffisamment équipées. Le journal fait appel au concours du public et fait remarquer que, par exemple, aucun officier de la première armée de lord Kitchener ne possède de jumelles de campagne. Il manque, en outre, des chaussettes, des mouchoirs, des lacets de souliers, du papier et de quoi écrire, des tambours et des fifres pour les régiments écossais.

Le gouvernement militaire allemand.»

En même temps l'Allemagne présentait l'Angleterre à nos populations comme l'ennemi réel à qui le roi Albert devait obéir. Un journal de Dusseldorf écrivit notamment :

«Le voici à l'Yser, le triste Roi «abandonné de Dieu»; il ne demanderait pas mieux que de conclure enfin la paix. Mais l'Angleterre le tient dans ses rets et l'empêche de donner suite à ce sage projet.»

Le «General Anzeiger» de Dusseldorf, appelait notre Roi le valet ou l'esclave de l'Angleterre.

De Vienne, on répandait cette information sensationnelle :

«Vienne, 24 octobre. — Un correspondant de la N. F. P. annonce que le Roi Albert de Belgique avait eu l'intention de signer une paix particulière avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, mais que l'Angleterre l'avait empêché d'exécuter son projet.»

Les «Hamburger Nachrichten» avaient soi-disant reçu de Bruxelles la même nouvelle (Vossische Zeitung, 15 novembre 1914).

Et le reste de la propagande allemande était à l'avant. Mais entretemps Kitchener poursuivait son œuvre et au mois de septembre 1915 deux millions d'hommes s'étaient enrôlés.

Des armées de 120.000 hommes franchissaient le canal

à des intervalles réguliers pour aller occuper une partie du front.

Mais ce n'était pas encore assez et on se mit à parler dès lors du service obligatoire (octobre 1915).

Toutefois ce plan rencontra une forte opposition dans le pays.

Dès le mois de juillet 1915 une loi (Registration Act) ordonna le recensement de tous les hommes mobilisables. Elle devait servir à dresser une liste générale de recrutement (Register general).

Le besoin d'une forte armée se faisait vivement sentir par suite des derniers événements qui s'étaient produits en Russie, dans les Balkans et près du canal de Suez.

La France portait le poids principal de la guerre et ce qui se passait à Verdun constituait pour les Anglais un sérieux avertissement.

Kitchener disparut d'une façon mystérieuse avec le «Hampshire», le navire à bord duquel il avait entrepris un voyage en Russie et qui se perdit corps et biens, au nord de l'Ecosse. On ignore encore si la catastrophe doit être attribuée à un sous-marin, à une mine ou à la tempête.

La disparition de Kitchener constituait une grande perte pour l'empire britannique, et même pour les Alliés en général, car le ministre de la guerre mort si tragiquement était une autorité et une compétence. C'était surtout un homme énergique.

Fils d'un colonel de dragons et d'une mère d'origine française, il avait fait ses études militaires à l'école des cadets à Woolwich. Il en sortit en 1870, âgé de vingt ans, et, tout de suite, vint s'engager en France, théâtre d'une guerre sanglante, comme simple soldat, dans un bataillon de mobiles des Côtes-du-Nord.

Son escapade avait été généreuse, mais incorrecte, car il l'avait faite sans autorisation. Aussi, après son retour en Angleterre, dut-il comparaître devant une sorte de conseil de guerre, qui lui infligea un blâme officiel. Mais, celui-ci formulé, le duc de Cambridge, qui présidait la séance, prit à part le jeune homme et lui dit : «A votre place, j'en aurais fait autant.» Kitchener devait, en 1913, recevoir du gouvernement français la médaille commémorative de 1870.

Devenu lieutenant du génie, Kitchener, après quelques stages et voyages en Europe, commença sa carrière exotique par un assez long séjour en Palestine, puis à Chypre. Il établit la carte de ces deux pays. Mais voici qu'en 1882 éclata, en Egypte, la révolte d'Arabie. Le jeune officier, qui n'est pas même encore capitaine malgré ses trente-deux ans, demande à partir, et obtient le commandement du régiment de cavalerie égyptienne. Dès lors, une carrière nouvelle s'ouvre à lui, qui satisfait ses ambitions légitimes et permettra à ses facultés toutes spéciales de s'exercer sur de vastes théâtres. D'abord explorateur résolu et audacieux, il va reconnaître le haut Nil, et s'il ne peut obtenir que l'on sauve Gordon à Kartoum, du moins jette-t-il les bases de l'expédition qui rendra plus tard le Soudan aux Anglais. Promu lieutenant-colonel en 1885, à trente-cinq ans — trois grades en trois ans — il est envoyé à Zanzibar, où il se rencontre pour la première fois avec les Allemands qu'il apprend à connaître... et à juger. Puis, il retourne en Egypte.

Lieutenant-général, gouverneur du Soudan, il dut quitter l'Egypte en 1900 pour prendre part à l'expédition contre les Boërs, qu'il commanda en chef après le départ de lord Roberts. On le retrouve ensuite aux Indes, où son séjour de six années eut les meilleurs résultats. Enfin, en 1910, il rentra avec la dignité de maréchal, en Angleterre, où lui fut fait un accueil enthousiaste, mais où il ne demeura que peu de temps. L'Egypte, sa terre de prédilection, le réclamait. Il y retourna, après un voyage d'études dans les Dominions et l'élaboration d'un plan d'armement qui devait, pendant la dernière guerre, montrer ses mérites. Il se trouvait en congé à Londres, quand celle-ci éclata.

On lui offrit le portefeuille de la guerre, qu'il accepta après certaines hésitations.

Après la mort de Kitchener, lord Derby reprit la ques-



Jopie Fourie.

tion de la réforme militaire. Il recula encore devant le service obligatoire et arrêta le plan suivant :

Il fit un dernier appel aux volontaires et résolut d'attendre deux mois pour connaître les résultats de cette expérience.

On organisa une propagande intense à l'aide d'affiches, de meetings, etc.

Les engagés temporaires portaient un brassard. Ceux qui ne s'engageaient pas étaient interpellés, et même insultés.

Au début les résultats ne répondirent pas à l'attente, mais à la fin de la période de deux mois, en quatre jours, c'est-à-dire le 10, le 11, le 12 et le 13 décembre 1915 plus d'un million de futurs soldats s'enrôlèrent. Le total s'élevait alors à 2.829.000 hommes.

Un demi million d'hommes entrèrent immédiatement en service, tandis que les autres devaient être incorporés en tenant compte des diverses catégories, à commencer par les célibataires.

Il fallait maintenant examiner le cas des engagés. L'industrie de guerre réclamait beaucoup de bras. On dispensa du service militaire proprement dit tous ceux qui étaient désignés pour ce travail spécial par le Board of Trade. On dispensa également ceux qui étaient soutiens de famille, les membres du personnel enseignant, le clergé, un certain nombre de membres des services publics, des domestiques réclamés par leurs maîtres et ceux qui avaient des difficultés de conscience.

A cette dernière catégorie appartenait ceux à qui leur religion défendait de prendre les armes ou qui déclaraient que leur conscience leur interdisait le meurtre. Un grand nombre d'entre eux se présentèrent pour faire du service dans les ambulances et les établissements de bienfaisance aménagés au front où ils affrontèrent les plus grands dangers.

Il faut y ajouter les hommes réformés par le service médical et on comprend dès lors que le nombre des futurs combattants réels se fonda rapidement pour atteindre jusqu'à 50 p. c. de l'effectif total.

Le gouvernement avait solennellement promis d'appeler d'abord sous les armes les célibataires. Au cas où

leur nombre serait hors de toute proportion, c'est-à-dire bien inférieur à celui des hommes mariés, on devait libérer ces derniers de leur engagement et avoir recours à une loi pour contraindre les retardataires à rejoindre l'armée.

Le gouvernement fut bien obligé de tenir sa promesse et en février 1916 le parlement vota une loi sur le service militaire, applicable aux célibataires et aux hommes mariés sans enfants, de 18 à 40 ans.

Cette loi n'était pas applicable à l'Irlande, mais l'Irlande avait fourni un grand nombre de volontaires.

Et malgré tout le résultat n'était pas satisfaisant. On accordait trop de dispenses.

Le 7 avril 1916 on appela les hommes mariés de 19 à 26 ans en faisant prévoir que les autres suivraient rapidement.

Cette nouvelle souleva de multiples protestations. On se plaignit de ce que des hommes mariés étaient obligés de partir pour le front, tandis que des célibataires continuaient à travailler dans les usines et à occuper toutes sortes de positions où ils pouvaient aisément être remplacés par des hommes mariés.

En mai, on institua le service obligatoire général. L'Angleterre dut donc finir par accepter la réforme décisive.

Dans l'industrie on eut à lutter également contre certains obstacles. Une loi de mars 1915 accordait au gouvernement le droit de réquisitionner des fabriques pour des buts militaires.

En juin 1915, un grand mécontentement se manifesta à ce sujet. Des grèves se déclarèrent même dans le pays de Galles.

La loi du 5 juillet 1915 stipula que le gouvernement pouvait réquisitionner les fabriques de munitions. Les patrons ne pourraient garder que 20 p. c. de bénéfice extraordinaire tandis que le reste reviendrait à l'Etat.

Les ordonnances syndicales sur la production furent suspendues, les lock-out et les grèves interdits, et tous les conflits durent être soumis à un tribunal d'arbitrage.

En février 1916, l'Etat possédait 26 fabriques de munitions expropriées. En mai 1916, on comptait 3.500 usines réquisitionnées. Le nombre des ouvriers monta de 100.000 à 2 millions, la moitié du personnel se composait de femmes et de jeunes filles.

On vit aussi des femmes et des jeunes filles sur les trams, dans les gares, dans les bureaux, dans les champs.

L'Angleterre devint un immense entrepôt du front. Et à toute cette activité il faut encore ajouter celle des nombreux chantiers maritimes.

L'Allemagne sentit dès lors que ses sarcasmes et son mépris envers l'Angleterre avaient été inconsidérés.

«Si nous sommes battus, ce sera la faute des Anglais», déclaraient maintenant à l'envi les Allemands qui s'écrièrent avec un redoublement de haine : «Gott strafe England!»

Les grandes colonies soutenaient la mère-patrie, bien qu'elles n'y fussent tenues par aucune obligation militaire.

L'Australie avait déclaré en 1914 qu'elle aiderait l'Angleterre jusqu'à son dernier shilling.

En 1916 elle avait déjà envoyé 300.000 hommes et elle avait 6 divisions au front.

La Nouvelle-Zélande adopta le service obligatoire le 2 juin 1916.

Les Canadiens défendirent Ypres dès le premier hiver et en 1916, 150.000 Canadiens se trouvaient en Europe, tandis que 100.000 autres s'exerçaient dans la mère-patrie. A ces troupes se joignirent un grand nombre d'Américains et même des Belges, qui avaient émigré jadis aux Etats-Unis, mais qui voulaient secourir leur ancienne patrie.

L'Afrique du Sud ne demeura pas en arrière, et ses soldats combattirent dans la colonie et en Europe.

Des troupes hindoues furent envoyées en Europe, en Mésopotamie, à Salonique et les premiers Indiens donnèrent de fortes sommes et beaucoup de matériel.

L'Allemagne n'avait pas négligé de semer des germes de révolte aux Indes anglaises; elle crut même que la Turquie entraînerait toutes les races musulmanes



Une garde militaire en Albanie.

dans un mouvement général contre l'Entente, mais elle se vit lamentablement déçue dans ses espérances.

\* \* \*

Le gouvernement belge institua également le service obligatoire pour les sujets belges qui résidaient en France, en Angleterre et en Hollande.

Ainsi un arrêté-loi du 21 juillet 1916 stipula que tous les Belges nés après le 30 juin 1876 et avant le 1er juillet 1898 étaient appelés à servir la patrie, c'est-à-dire les hommes et les célibataires jusqu'à l'âge de 40 ans. Mais on les divisa en sept groupes selon l'âge et le nombre des enfants. On devait se présenter aux bureaux de contrôle.

Étaient poursuivis ceux qui ne se présentaient pas au contrôle ou qui, après s'être présenté, changeaient de domicile avant d'avoir obtenu un ajournement ou avant d'avoir comparu devant une commission d'enrôlement, et qui n'en avaient pas les autorités dans les 15 jours. Était punissable également le fait de ne pas comparaître devant la commission de contrôle après une convocation régulière.

Un grand nombre de Belges furent appelés en Belgique non occupée, en France, en Angleterre, mais un nombre proportionnellement moindre en Hollande, parce que l'embarquement était très aléatoire.

Cette mesure causa une émotion considérable. Les levées fournirent un total de 30.000 hommes.

\* \* \*

Comme on le voit, nous groupons dans ce chapitre divers événements qui se produisirent vers 1916.

Dans cet ordre d'idées nous voulons signaler la mort, vers cette époque, de Carmen Sylva, la reine-mère Elisabeth de Roumanie.

Elle mourut le 2 mars 1916.

La Roumanie restait toujours dans une prudente expectative et elle était encouragée dans sa ligne de conduite par le sort pitoyable de la Serbie.

Les Allemands étaient maîtres dans les Balkans et l'agence Wolff annonça de Bucharest la nouvelle du dé-

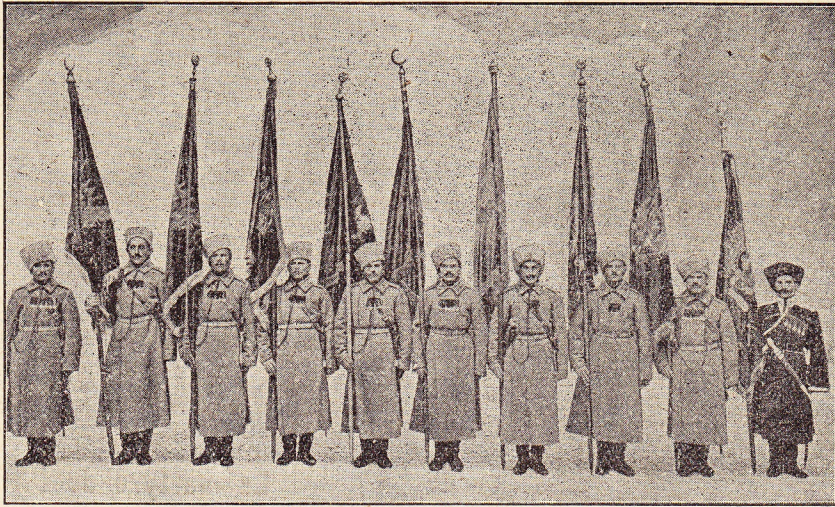
cès. Trois semaines auparavant la Reine était revenue de Cortea de Arges, la ville qui contenait le tombeau du roi Carol, et où elle résidait de préférence. Elle se rendit à Bucharest et se trouva indisposée. Une pneumonie mit fin à sa vie déjà minée, qui avait été si bien remplie. Cette Souveraine qui avait des qualités éminentes, était une poétesse et une bienfaitrice de son peuple.

La reine Elisabeth de Roumanie, de la maison des princes de Wied, était née le 23 décembre 1843. La famille von Wied n'exerçait plus de souveraineté effective depuis l'acte du congrès de Vienne de 1815. Le père de la reine Elisabeth, le prince Guillaume Herman von Wied, était connu comme un homme de science qui, bien qu'étant membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse et général au service de ce royaume, se retirait volontiers de la vie de cour et résidait de préférence aux environs de Neuwied, ou, l'été, au château « Mon Repos ». Il avait épousé la princesse Marie, fille du duc Guillaume de Nassau. Ces parents donnèrent à la future reine de Roumanie une éducation spartiate, au moins pour une princesse, ce qui fut certainement une des causes qui expliquent que leur fille était fort précoce et très sérieuse pour son âge; à trois ans elle commença à apprendre à lire, et à onze ans à faire de la poésie. Elle perdit son père à l'âge de vingt ans, et ce fut pour elle une grande perte, car cet homme avait certainement contribué à rendre son enfant sensible aux choses de l'art et de la science. Cinq ans après, en 1869, elle épousa le prince Carol, le futur roi de Roumanie.

De prime abord elle a compris à sa façon sa mission de reine et pendant toute sa vie elle s'est toujours efforcée de conformer ses actes à son idéal.

En 1870, le couple royal eut une fille, qui mourut quatre ans plus tard. Ce fut un coup terrible qui menaça de tuer la mère, mais cette épreuve contribua plutôt à la grandir, comme fait toute grande douleur pour l'homme de caractère.

A partir de ce moment la véritable Carmen Sylva a pu se consacrer à son peuple et à son art avec ardeur. Elle a beaucoup fait pour le peuple roumain à ses débuts. Un de ses premiers actes fut de préconiser l'usage du costume national, qu'elle introduisit également à sa cour. L'effet de cette réforme fut de faire



Neuf drapeaux turcs pris par les Russes à Erzeroum.

revivre une branche importante de l'industrie nationale.

Dès sa jeunesse elle avait montré des aptitudes spéciales pour les langues. Après son mariage, elle ne tarda pas à connaître à la perfection la langue roumaine et elle a rendu de précieux services à l'art populaire roumain qui se transmettait par les fables et les légendes.

Son amitié avec le grand poète roumain Alexandri Vasili, qui n'était pas d'abord très favorablement disposé envers elle, a également été d'un grand avantage pour les lettres roumaines. Elle fit beaucoup aussi pour la musique nationale. C'est elle, par exemple, qui révéla au monde le talent d'un Enesco.

Carmen Sylva a écrit en vers et en prose dans plusieurs langues. Ses œuvres comprenaient déjà vingt volumes en 1904.

Le corps de Carmen Sylva fut exposé sur un trône aux regards du peuple, et inhumé ensuite à côté du roi Carol.

Pour caractériser l'idéal qu'elle a défendu par ses actes et par ses ouvrages on a rappelé sa parole : « Il n'y a qu'un seul bonheur, le devoir ; une seule consolation, le travail ; une seule joie, le beau. »

Hélas ! que restait-il de cette devise en ce temps de guerre ? Le cœur de Carmen Sylva doit avoir saigné bien souvent à la vue des horreurs qui se déroulaient autour d'elle.

\* \* \*

Passons maintenant à un autre point.

Pendant quelque temps on n'avait plus entendu parler des zeppelins.

En février 1916 ils firent de nouvelles apparitions et jetèrent des bombes sur Paris, Londres et Salonique.

L'Allemagne prétendait que ces vaisseaux aériens opéraient contre des gares, des fabriques de munitions, des chantiers, etc., mais en réalité ils lançaient des bombes au hasard en pleine nuit. L'Allemagne avait d'ailleurs pour but principal de répandre la terreur parmi les non-combattants, de leur inspirer le dégoût de la guerre et de les forcer à demander la paix.

Mais la guerre devint encore plus terrible, plus meurtrière et plus inhumaine.

Londres et Paris étaient étroitement surveillés. Des mesures très rigoureuses étaient prises pour empêcher la lumière de filtrer au dehors.

Londres était plongé dans l'obscurité et on avait tout avantage à ne pas sortir dans la rue, le soir, car la ville était un véritable labyrinthe. Le long de la côte et plus à l'intérieur se trouvaient des postes de surveillance et de signalisation, qui devaient donner l'alarme dès qu'un zeppelin paraissait à l'horizon. De temps en temps un dirigeable passait et provoquait une catas-

trophe épouvantable. Souvent, c'était le zeppelin qui était atteint.

Ainsi le patron d'un chalutier, un Anglais, en découvrit un flottant en pleine mer.

Les Allemands étaient assis sur la carcasse et faisaient des signes pour demander des secours. Le batelier n'osa pas se risquer à les prendre à son bord car ils pouvaient s'y conduire en maîtres et le ramener à la côte belge ou à bord d'un zeppelin.

Il se retira et alla annoncer la découverte qu'il venait de faire aux navires de guerre. Lorsque ceux-ci arrivèrent sur les lieux, le L. 17 avait disparu avec son équipage.

C'était la lutte à outrance, impitoyable.

Mais l'Allemagne l'avait ainsi voulu. Qu'on se souvienne seulement des raids du zeppelin au-dessus d'Anvers, de la violation du territoire belge, des gaz asphyxiants, des déportations de Lille, que nous avons rapportées plus haut.

\* \* \*

Au début de 1916 des troupes russes débarquèrent en France. Le communiqué suivant fut publié à ce propos :

« Des troupes d'élite russes, conduites par des officiers de la plus brillante renommée, sont arrivées à Marseille, pour combattre dans les rangs des Français, et leurs camarades français ainsi que la population les ont salués d'une manière cordiale et enthousiaste.

L'amitié avec la Russie ne date pas d'hier et le tsar a montré par cet envoi de troupes qu'il veut aider ses alliés, là où cette aide peut leur être nécessaire. On ignore naturellement s'il y a beaucoup ou peu d'hommes qui ont débarqué en territoire français et qui sont partis pour le camp de Mirabeau ; on ne sait pas non plus s'il en arrivera encore d'autres, mais ce qui est certain c'est que les Allemands ne font plus rien ou peu de chose au front russe parce qu'ils veulent concentrer leurs forces contre Verdun, où ils opèrent déjà depuis trois mois au prix de sacrifices effroyables sans avoir obtenu néanmoins un succès marquant. L'état-major général allemand a constamment déplacé ses armées de l'ouest à l'est et de l'est à l'ouest, avec l'aide de son réseau de chemins de fer bien organisé, et il n'y a aucune raison pour que les alliés n'essaient pas de faire de même, bien que les choses n'aillent pas si rapidement.

Les Russes disposent d'une source inépuisable de matériel humain et la prise d'Erzeroum et de Trébizonde a suffisamment démontré qu'on peut en faire de bons soldats. Si les Allemands, pour maintenir l'équilibre économique dans leur propre pays, doivent absolument s'emparer de Verdun et sont prêts à tous les sacrifices pour y arriver, il est tout naturel que Joffre leur oppose ce qui lui paraît utile pour ne pas permettre ce succès



Mahomed Chau V, sultan de Turquie.

à l'ennemi, bien que son importance militaire soit considérablement réduite par un échec de deux mois.

Mais en dehors même de l'aide plus ou moins effective que les Russes nous apportent, et qui dépend naturellement du nombre d'hommes et de l'intention qui a présidé à leur envoi, et qui pourrait bien consister en un simple témoignage d'amitié du tsar, il se agit cependant de leur concours une réelle force morale. Le fait que des alliés de différentes nationalités combattent côte à côte sur un seul front doit exalter l'esprit des troupes et donner un corps à l'idée que la civilisation toute entière lutte pour libérer l'Europe du joug teuton. Les liens d'amitié existant entre les Alliés ne peuvent que se resserrer par cette camaraderie qui fait partager toutes les difficultés et tous les dangers de la guerre.»

Ces nouvelles tendaient à relever le moral du côté des Alliés. On voulait éveiller par là de grandes espérances, qui ne devaient malheureusement pas se réaliser. Nous dirons en temps et lieu ce qui se passa en Russie et pour quoi les troupes auxiliaires envoyées en France furent plutôt une charge qu'une aide pour les Français.

\* \* \*

Nous avons cité tantôt les noms d'Erzeroum et de Trébizonde. Ajoutons quelques détails à ce sujet, sans toucher cependant au fond de la question balkanique.

Depuis un an on n'avait plus parlé de l'armée russe opérant dans le Caucase, lorsque soudain on apprit la nouvelle qu'en plein hiver elle attaquait les Turcs avec succès. En janvier 1916, les troupes du tsar entreprirent une offensive sur la route conduisant à la mer Noire et à la Perse et s'emparèrent d'Erzeroum, la grande place fortifiée de l'Arménie.

Cette ville, qui s'élève à une hauteur de 2.000 mètres, est entourée de montagnes et de marais. Quantité de ruisseaux la traversent en tous sens, formant de nombreux marécages. Les maisons sont construites d'une façon grossière et on n'y rencontre presque aucune végétation. Erzeroum est une masse de pierres grises et sombres. C'est une ville très ancienne, bâtie au point d'entrecroisement des routes de la Mésopotamie à la mer Noire et du Caucase à l'Asie-Mineure. Elle compte 50,000 habitants : Arméniens, Persans et Juifs.

La vieille forteresse n'était pas en état de résister à l'artillerie moderne, malgré ses remparts et sa citadelle. Les Allemands firent en sorte que les Turcs la transformèrent en un camp retranché. Les usines Krupp fournirent les canons nécessaires. De grands approvisionnements y avaient été entassés et la garnison considérablement renforcée. C'est là que l'on préparait l'offensive contre l'Egypte.

Mais en janvier 1916 les Russes déclenchèrent une attaque brusquée. Il neigeait et il gela si fort que le ba-

romètre descendit de 20 à 30 degrés sous zéro. On fut obligé de hisser les canons lourds sur les versants des montagnes couvertes de neige. Les chameaux, qui étaient employés comme bêtes de somme, tombèrent d'épuisement.

Les Turcs furent battus devant la forteresse et s'enfuirent, abandonnant des blessés, des munitions, des armes et des canons.

Les cosaques les poursuivirent jusqu'à l'intérieur de la ville. Les Russes pénétrèrent à Erzeroum en trois colonnes. L'attaque fut impétueuse. Elle dégénéra en une lutte corps à corps dans la neige et sur les marais glacés.

Les forts capitulèrent et les cosaques entrèrent dans la ville; les Turcs s'enfuirent par les routes de Baibourt et d'Erzindjan. Les Russes trouvèrent dans la ville un butin énorme et de nombreux canons. Ils durent s'efforcer dès lors de prendre Trébizonde, le grand port de la mer Noire, où les Russes n'avaient pas encore la maîtrise absolue. Ils s'emparèrent de la ville et nettoquèrent toute la région.

## Le martyre de l'Arménie.

Ajoutons ici quelques détails au sujet des Arméniens, dont les victoires russes avaient partiellement libéré le territoire. Le nombre des Arméniens habitant en Turquie s'élève à 1.900.000 âmes. Les villes occupées par eux sont Erzeroum, Alep, Trébizonde, Constantinople, Adana, Bitlis, Diarbekir, etc.

L'Arménie fut envahie par les Turcs Seldjoukides au XI<sup>e</sup> siècle et les Turcs Osmanlis y firent leur apparition au XII<sup>e</sup>. Elle avait constitué, pendant des siècles, un Etat, tantôt absolument indépendant, tantôt autonome sous la suzeraineté de tel ou tel Empire.

Le royaume d'Arménie atteignit l'apogée de sa puissance sous Tigrane le Grand; le roi Tiridate, dès l'an 301, douze ans avant Constantin, adopta le christianisme et depuis ce jour l'Arménie devint le boulevard de la civilisation occidentale en Orient; au Ve siècle, quand la dynastie Arcacide s'approchait déjà de son déclin, le clergé arménien, encouragé par le roi-mécène Vramchapouh, sous la direction de deux hommes éminents, le catholico Sahak et le vartabed Mesrop, lettrés érudits d'une forte culture grecque et syriaque, créa un magnifique mouvement intellectuel, fonda la littérature de l'Arménie succédant à la poésie orale des Aèdes de l'ère païenne, et porta la langue arménienne à sa plus haute perfection.

Au IX<sup>e</sup>, Ani et Vostan, les capitales des deux royaumes des Bagratides et des Artzrouni, devinrent d'importants foyers de commerce, d'arts et de lettres.

Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, les territoires arméniens sont partagés entre les Turcs Osmanlis et les Persans. Dès la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle commence le grand duel entre Iran et Touran, entre les Persans et les Turcs; il dura trois siècles, et l'Arménie, qui en fut le champ de bataille, vécut pendant toute cette longue période dans le plus effrayant enfer. Telle région a été dix fois, tour à tour, prise et reprise par les Turcs et les Persans, et chaque fois le pays était ravagé, incendié, la population pillée et massacrée. A la fin les Turcs l'emportèrent et retinrent sous leur domination la plus grande partie de la Grande Arménie et toute la Petite Arménie. Les Persans gardèrent l'Arménie orientale et l'Atr-patakan (Azerbeïdjan).

Au cours des siècles suivants il y eut plusieurs soulèvements partiels.

Sous Abdul-Aziz et surtout sous Abdul-Hamid le gouvernement ottoman excita sans cesse les Kurdes mahométans et les Turcs, ce qui fut cause des horribles massacres des populations arméniennes.

En 1896, 15.000 Arméniens furent tués dans la seule ville de Constantinople et 300.000 dans les divers vilayets.

Les Arméniens soupiraient depuis longtemps après un régime d'autonomie administrative sous le contrôle des grandes puissances européennes, car ils savaient fort bien qu'ils n'avaient rien à attendre du bon vouloir des Turcs.

Lorsque la Turquie entra en guerre, le gouvernement publia la proclamation suivante :

« Comme les Arméniens se livrent à des actes contraires à la loi et profitent de toutes les occasions pour entraver la tâche du gouvernement ; comme ils ont été trouvés en possession d'armes prohibées, de bombes et d'explosifs, dans le but de fomenter une révolte ; comme ils ont tué des Mahométans à Van et qu'ils sont venus en aide aux armées russes à un moment où le gouvernement était en état de guerre avec l'Angleterre, la France et la Russie, et présumant que les Arméniens, suivant leur habitude, pourraient se livrer à des mouvements insurrectionnels et à une révolution, le gouvernement a ordonné que tous les Arméniens seront réunis et envoyés dans les vilayets de Mossoul, de Syrie et de Deir-el-Zur, moyennant protection de leurs personnes et de leurs biens. Les ordres nécessaires ont été donnés afin de pourvoir à leur entretien et à leur séjour dans ces districts jusqu'à la fin de la guerre. »

Telle était la déclaration officielle du gouvernement ottoman par rapport aux Arméniens. Mais il avait été décidé en secret de former des compagnies de milices, appelées à aider les gendarmes dans le massacre des Arméniens ; ceux-ci devaient être exterminés jusqu'au dernier homme.

« Et aussitôt », lisons-nous dans « L'Arménie martyre » de Taiz El-Ghusen, « cette haine se fit jour. Ainsi on prétextait que des insurgés arméniens étaient concentrés à Zeitoun.

Le gouvernement y envoya des troupes sous le commandement de Fakkry Pacha, qui ravagea en partie Zeitoun, tuant des hommes, des femmes et des enfants, sans rencontrer de résistance de la part des Arméniens. Il réunit des hommes et des femmes et les déporta sous la conduite de soldats, qui massacrèrent la plupart des hommes ; quant aux femmes, on ne demande pas quel fut leur sort. Elles furent livrées aux soldats ottomans. Les enfants moururent de faim et de soif ; pas un homme ni une femme n'arrivèrent jusqu'en Syrie, à l'exception des estropiés et des aveugles, qui n'étaient pas en état de pourvoir à leur subsistance ; les jeunes gens furent massacrés et des jeunes femmes tombèrent aux mains des barbares turcs.

Des émigrants de la Roumélie furent transportés à Zeitoun, où on les établit, le nom de la ville fut changé en celui de « Rashadiya », afin que rien ne rappelât aux Turcs le nom arménien. Au cours de notre voyage nous aperçûmes plusieurs Arméniens, hommes et femmes, assis sous de petites tentes, faites de draps de lits et de couvertures. Leur situation était absolument lamentable et il était impossible qu'il en fût autrement. Un grand nombre de personnes étaient habituées à ne s'asseoir que sur des chaises confortables dans leurs demeures primitives. »

L'écrivain rapporte ce qu'il rencontra pendant son voyage dans ce malheureux pays. De Diarbekir il se rendit à Seruj, où il vit des exilés arméniens, des femmes et des enfants ainsi que quelques hommes malades.

« Ces femmes », écrit-il, « étaient dans un état pitoyable, car elles étaient arrivées à pied d'Erzeroum, ce qui demande beaucoup de temps pour venir jusqu'à Seruj. Je leur adressai la parole en turc et elles me racontèrent que les gendarmes qui les accompagnaient les avaient conduites dans des endroits où il n'y avait pas d'eau, et qu'ils refusèrent de leur dire où elles pourraient en trouver jusqu'à ce qu'elles offrirent de l'argent.

Un grand nombre de ces femmes avaient abandonné leurs enfants, soit par désespoir, soit parce que la maladie et la faiblesse les empêchaient de les porter, de sorte qu'elles avaient dû finir par les laisser tomber ; d'autres, poussées par l'instinct maternel, ne purent se résigner à se séparer de leurs enfants, et préférèrent mourir avec eux dans le désert. Elle me racontèrent que parmi elles il s'en trouvait quelques-unes qui n'avaient pas été accoutumées à marcher même une heure, parce qu'elles avaient été élevées dans le luxe et qu'elles avaient toujours eu des serviteurs pour les soigner. Ces infortunées étaient tombées aux mains des Kurdes qui ne connaissent pas de lois sacrées et qui vivent dans les hautes montagnes et les forêts épaisses comme des bêtes fau-

ves. Elles furent tuées après avoir subi un martyre atroce.

De là nous allâmes à El-Raha (Urfa). En cours de route je vis de grandes multitudes, que je pris à distance pour des troupes en marche qui se dirigeaient vers le champ de bataille. En y regardant de plus près, je m'aperçus que c'étaient des femmes arméniennes, s'avancant nu-pieds et en rangs, comme les gendarmes qui les suivaient et les procédaient. Lorsqu'une de ces malheureuses restait en arrière, un gendarme la jetait à terre et la frappait de la crosse de son fusil jusqu'au moment où, vaincue par la terreur, elle se décidait à rejoindre ses compagnes. Mais lorsque l'une d'elles était terrassée par la maladie, on l'abandonnait impitoyablement sans aide ni vivres en proie aux bêtes sauvages du désert, à moins qu'un gendarme ne l'abattit.

À notre arrivée à Urfa nous apprîmes que le gouvernement avait envoyé des gendarmes et de la police dans les quartiers arméniens de la ville afin de réquisitionner les armes et de faire subir à ces infortunés le même sort qu'à leurs compatriotes. Comme ils savaient ce qui était arrivé à ces derniers et que les « khans » étaient remplis de femmes et d'enfants arméniens, ils refusèrent de livrer leurs armes et opposèrent de la résistance, ce qui eut pour résultat la mort d'un policier et de deux gendarmes.

Les autorités demandèrent du renfort à Alep et sur l'ordre de Djemal Pacha, le bourreau de la Syrie, Fakhry Pacha se rendit à Urfa avec de l'artillerie. Il réduisit le quartier arménien en un amas de décombres, tuant les hommes et les enfants et la plupart des femmes, à l'exception de celles qui consentirent à partager le sort de leurs compagnes ; celles-ci furent exilées et durent se rendre à pied à Deir-El-Zur.

Des épidémies se déclarèrent parmi elles ; les Turcs et les Kurdes leur firent subir toutes sortes de mauvais traitements et la faim et la soif achevèrent l'œuvre d'extermination.

À Kasa Jevren nous vîmes trois enfants martyrisés, leur mère était étendue à leurs côtés, pleurant de faim et de douleur. Elle était originaire d'Erzeroum, d'après ce qu'elle nous raconta, et elle avait été amenée à cet endroit par des soldats avec quelques autres femmes, après un voyage de plusieurs jours.

On leur avait enlevé leur argent et leurs vêtements.

Elles atteignirent cette localité, où les hommes et les femmes kurdes les dépouillèrent de tout ce qui leur restait encore. Elle-même était demeurée en arrière parce qu'elle était malade et ses enfants ne voulurent pas la quitter. Les Kurdes revinrent et les abandonnèrent dans le plus complet dénuement.

Elle était sur le point de rendre le dernier soupir. Un prêtre qui nous accompagnait réunit quelques vêtements pour les donner à la malheureuse.

Il y avait là en outre de nombreux cadavres de femmes.

La malade raconta que les femmes avaient refusé de se soumettre aux barbares, et ce refus avait entraîné leur mort, qui fut noble et héroïque.

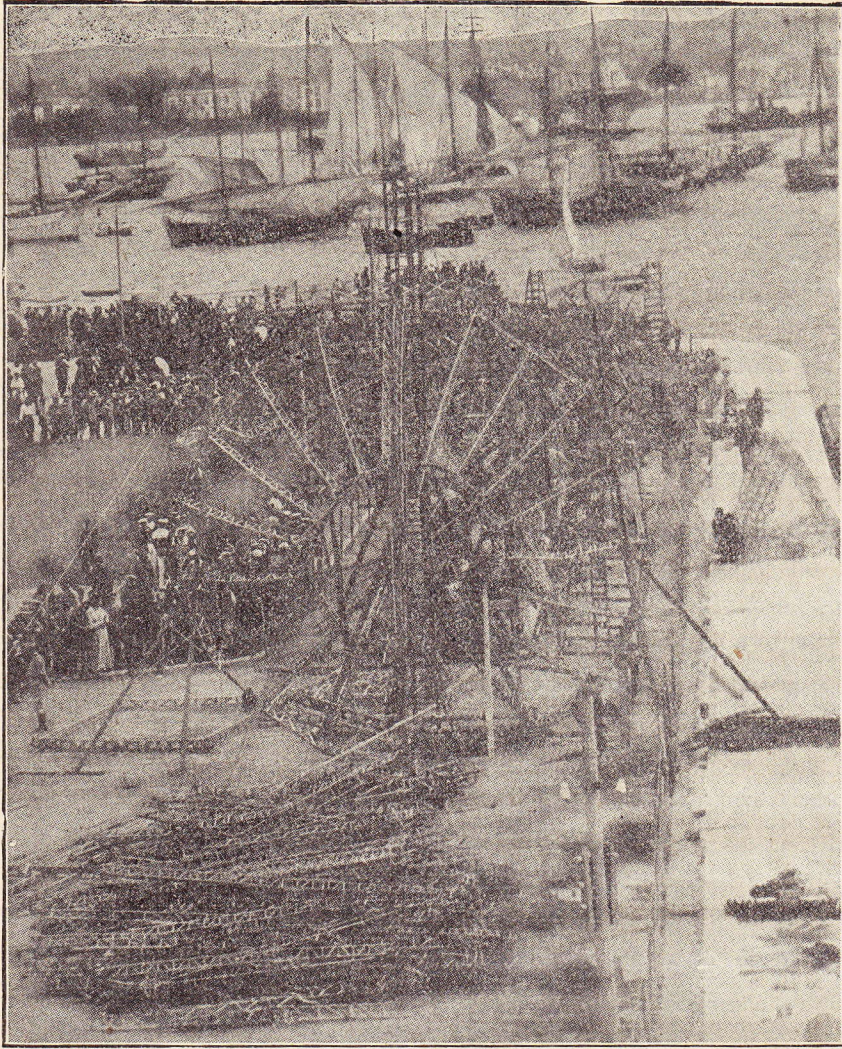
Un spectacle horrible se présenta également à nous près de Sivrek.

Les cadavres des Arméniens assassinés gisaient en grand nombre des deux côtés de la route. Là, nous vîmes une femme étendue par terre, le corps à moitié caché sous sa longue chevelure ; plus loin des femmes couchées la face contre la terre, leur formes délicates noircies par les flots de sang coagulé.

Plus loin encore des cadavres d'hommes, presque carbonisés par l'ardeur du soleil. À mesure que nous approchâmes de Sivrek, le nombre des cadavres augmenta, ceux des enfants en formaient la majeure partie.

Arrivés à Sivrek, nous quittâmes nos véhicules et nous vîmes un des employés du « kahn » portant un jeune enfant aux cheveux d'un blond d'or qu'il jeta derrière la maison. Interrogé sur le but de son action, il nous déclara qu'il y avait trois femmes arméniennes dans la maison, et que c'était l'enfant de l'une d'elles qui était malade et qu'elle ne pouvait nourrir. L'enfant mourut donc et l'on s'en débarrassa comme d'une souris morte.

Aux environs de Diarbekir, les cadavres devinrent plus nombreux et en cours de route nous rencontrâmes



Zeppelin capturé à Salonique et réparé.

des groupes de femmes escortées par des gendarmes, qui se rendaient à Sivrek, épuisées et à bout de forces, et portant sur leur visage les traces visibles des larmes et de la souffrance : spectacle d'une tristesse telle qu'il aurait fait verser même à des pierres des larmes de sang et inspiré de la pitié même à des bêtes fauves.

Qu'est-ce que ces femmes ont donc fait ? Avaient-elles par hasard fait la guerre aux Turcs ou tué l'un d'eux ? Quel crime avaient donc commis ces pauvres créatures, dont le seul tort était d'être Arméniennes, capables de diriger leur maison et d'élever leurs enfants, n'ayant d'autres préoccupations que les soins à accorder à leurs maris et à leurs fils et l'accomplissement de leurs devoirs ?

Je vous demande, ô Musulmans, si l'on peut considérer ce fait comme un crime ? Réfléchissez seulement un instant. Oui, quel était le crime de ces malheureuses ? Était-ce leur supériorité sous tous les rapports vis-à-vis des femmes turques ? Même en admettant que leurs maris eussent mérité un pareil traitement, est-il juste que ces femmes fussent traitées d'une façon indigne de bêtes fauves ?

Nous n'avions pas cru devoir trouver des cadavres sous les remparts de Diarbekir, mais nous nous étions trompés et c'est entre des cadavres que se poursuivit notre voyage, jusqu'à l'entrée des portes de la ville.

Quelques Européens, rentrés de ce pays après les massacres d'Arménie, me racontèrent que, lorsque ces assassinats furent devenus un objet de préoccupation pour les journaux européens, le gouvernement turc ordonna d'enterrer tous les cadavres étendus le long des routes.»

Pendant le voyage l'auteur de ce rapport, un Arabe, qui était suspect de trahison, fut arrêté et emprisonné à Diarbekir. On le relâcha 22 jours après. Il profita de son séjour à Diarbekir pour recueillir des renseignements relatifs aux Arméniens. Des Musulmans prétendaient que les Arméniens n'avaient pas donné suite à l'appel du gouvernement qui leur demandait de s'enrôler et qu'ils ourdissaient des complots.

« Puis on répandit l'accusation suivant laquelle on avait trouvé des armes prohibées dans les maisons. De ce fait on fit venir devant les autorités quelques notables arméniens qui furent faits prisonniers. Des autorités ecclésiastiques qui voulaient plaider en faveur de leur mise en liberté subirent le même sort. Bientôt le nombre des notables arrêtés s'éleva à 700 personnes.

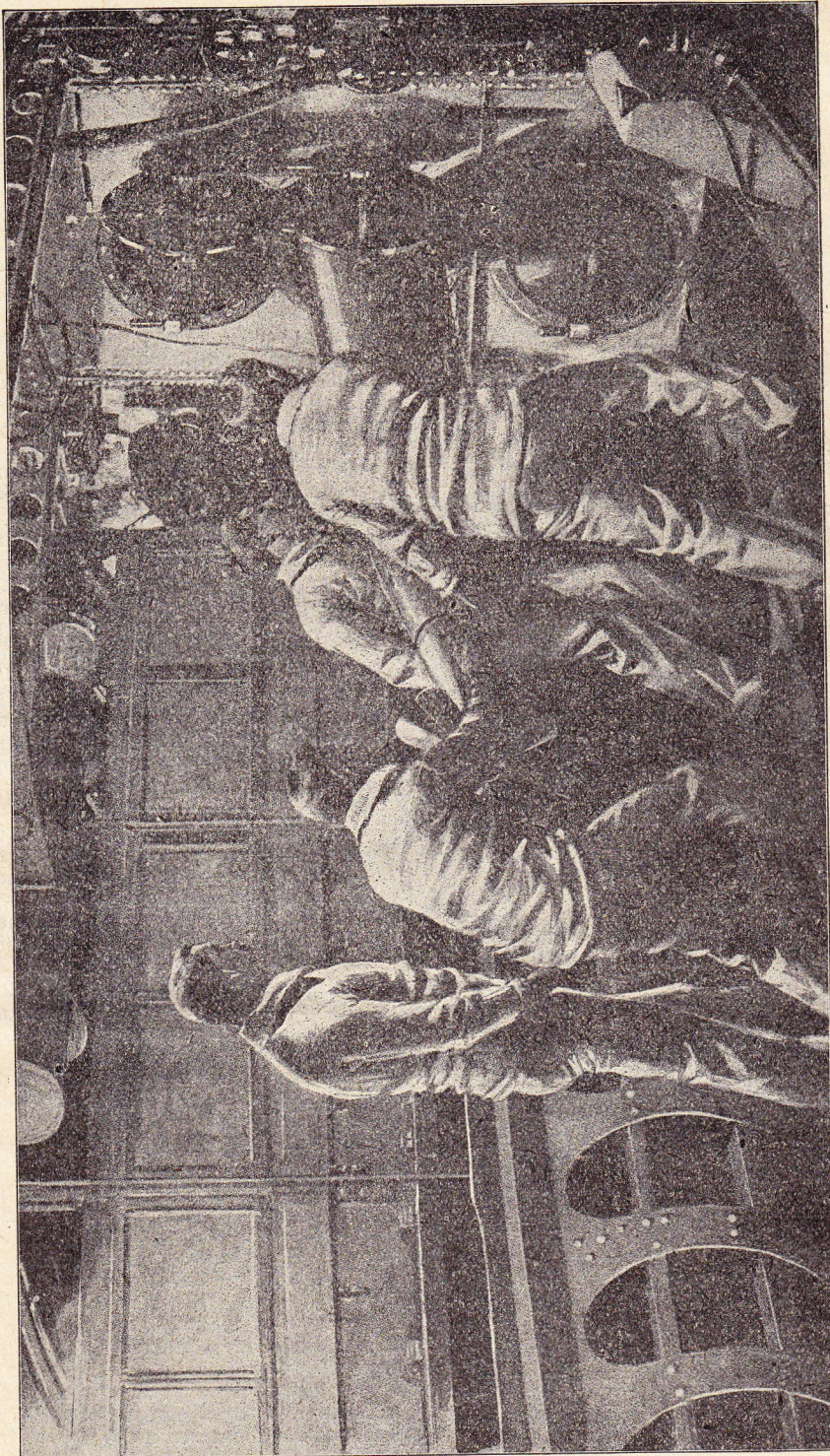
Un jour le commandant de la gendarmerie se rendit auprès d'eux et leur déclara qu'un iradé impérial ordonnait leur bannissement à Mossoul jusqu'à la fin de la guerre. Cette nouvelle fut accueillie avec joie ; ils réunirent tout ce dont ils avaient besoin, argent, effets et mobilier, chargèrent le tout sur leurs « keleks » (radeaux en bois posés sur des peaux, remplies d'air dont les habitants de la région se servent pour naviguer sur le Tigre et l'Euphrate) et partirent pour Mossoul.

Au bout de quelques jours on découvrit que tous avaient été noyés dans le Tigre et qu'aucun d'eux n'avait atteint le but du voyage.

Les autorités continuèrent à massacrer les Arméniens, famille par famille, hommes, femmes et enfants.

Les premières familles qui furent expulsées de Diarbekir étaient celles des Kazizian, Tirpanjian, Minas-





Le lancement d'une torpille

sian et Kechijian, qui étaient les plus riches de la ville. Parmi les 700 personnes se trouvait un évêque, nommé Homandrias, pour autant que je me le rappelle. C'était un prêtre arménien catholique, un homme vénérable et érudit, âgé de plus de 80 ans. On ne témoigna pas le moindre respect pour sa barbe blanche et on le noya dans le Tigre.

Dikran — membre d'un comité arménien — fut fait prisonnier également. Les autorités voulaient apprendre de sa bouche les noms de ses partisans. Il refusa en disant qu'il ne pouvait donner les noms avant qu'une assemblée du parti n'eût décidé s'il était permis de fournir ces renseignements au gouvernement. On lui fit endurer toutes les tortures imaginables, ses

pieds furent chargés de fers et enflèrent à tel point qu'il lui était impossible de marcher; on lui arracha les ongles et les sourcils, etc., mais on ne put lui arracher une parole ni le nom d'un seul de ses partisans. Il fut banni avec les autres et mourut noblement, par amour pour son pays, préférant la mort plutôt que de livrer les secrets de son peuple chéri.

Aghol Kaitamian était un des Arméniens qui avaient été arrêtés sous l'inculpation d'être un des chefs du comité arménien de Diarbekir, en possession duquel on avait trouvé des explosifs.

Je m'entretins souvent avec lui et l'invitai à me raconter son histoire.

Un jour il était assis chez lui, lorsqu'un agent de po-



Essad Pacha.

lice vint frapper à sa porte et le pria de se rendre auprès du chef de la police qui désirait lui parler. Il s'y présenta et on l'interrogea au sujet du comité arménien et de ses chefs. Il répondit qu'il ne savait rien. On lui administra alors des coups de bâton et on le tortura de toutes manières, à tel point qu'il désespéra de la vie, préférant la mort à des humiliations incessantes. Il avait sur lui un couteau et quand la douleur se fut aggravée au point de devenir insurmontable, il demanda à se rendre au W. C. en promettant de raconter à son retour ce qu'il savait de la question arménienne.

Il s'y rendit accompagné par la police et se trancha l'artère du poignet dans le but de se suicider.

On lui jeta de l'eau à la figure et il revint à lui, après quoi on le ramena devant l'officier de police en vue de poursuivre l'interrogatoire.

Le chef de la police était très ennuyé à la suite de cet incident et l'envoya à l'hôpital où il resta jusqu'à sa guérison.

J'ai vu les traces des plaies qu'il portait aux mains et qui étaient complètement guéries et cicatrisées. Il me demanda de publier ces détails dans le journal arménien «Häyrenik» (Patrie), qui paraît en Amérique, afin que son frère qui habitait le pays à ce moment pût le lire.»

L'écrivain s'adressa aussi à de jeunes Arméniens qui avaient échappé à la mort en promettant d'embrasser la religion musulmane.

«L'expulsion des Arméniens que l'on arrachait de leurs demeures pour les envoyer à la boucherie était une chose horrible. Un gendarme de Diarbekir me raconta comment les choses se passèrent. Dès que l'ordre avait été donné d'expulser et d'anéantir une famille, un officier se rendait à la maison, comptait les membres de la famille et les livrait au commandant de la milice ou à un des officiers de la gendarmerie.

On postait des hommes jusqu'à 8 heures pour surveiller la maison et ses habitants et on prévenait en

même temps la famille qu'elle devait se préparer à la mort.

Les femmes pleuraient et se lamentaient; l'angoisse et le désespoir étaient peints sur tous les visages et plusieurs succombèrent même avant l'exécution de la sentence.

Après 8 heures arrivèrent quelques charrettes, qui emportèrent les malheureuses familles dans les localités environnantes, où elles furent tuées à coups de faucils ou massacrées comme des moutons à l'aide de haches, de couteaux et de poignards.

Un officier me raconta que dans le vilayet de Bitlis, les autorités enfermèrent les Arméniens dans des granges remplies de paille, entassèrent de la paille devant la porte et y mirent le feu, de sorte que les Arméniens qui se trouvaient dans la grange périrent asphyxiés.

Parfois on enfermait plus de 100 hommes ensemble. On appliqua encore d'autres méthodes.

Il me raconta, avec une douloureuse émotion, qu'il avait vu mourir dans une grange une jeune fille, tenant son fiancé enlacé et regardant courageusement la mort en face.

A Mouch une partie de la population fut brûlée dans les granges, mais la plupart des Arméniens furent tués à coups de feu ou à coups de couteau.

Le gouvernement turc avait loué pour cette besogne les services de bourreaux, qui touchaient un salaire d'un livre turque par jour.

Après que l'on eut exterminé les Arméniens, tous leurs meubles, leur linge, leurs habits et leurs outils, ainsi que le contenu de leurs boutiques et magasins furent réunis dans des églises ou dans de grands bâtiments.

Les autorités nommèrent des comités chargés de vendre aux enchères les biens, qui furent adjugés à des prix dérisoires, comme s'il s'agissait de gens morts de mort naturelle, mais avec cette différence que le produit de la vente était versé au Trésor turc.

On vit vendre pour cinq livres un tapis qui en avait coûté trente, un costume d'homme de quatre livres pour des medjides, et le reste à l'avenant, surtout les instruments de musique, pianos, etc., qui ne produisirent absolument rien. Tout l'argent et les bijoux furent recueillis par le commandant de la gendarmerie et le vali Rechid Bey, qui les emporta à Constantinople et les remit à Talaat Bey.

Un homme digne de foi de Deir-El-Zur me raconta qu'un des fonctionnaires de la ville avait acheté trois jeunes filles aux gendarmes pour le quart d'un medjide dollar.

Un autre me déclara qu'il avait acheté une jeune fille pour un lira et j'appris d'autre part que les femmes arméniennes furent vendues dans les tribus comme de vieux meubles, de une à dix liras ou pour un à cinq moutons.

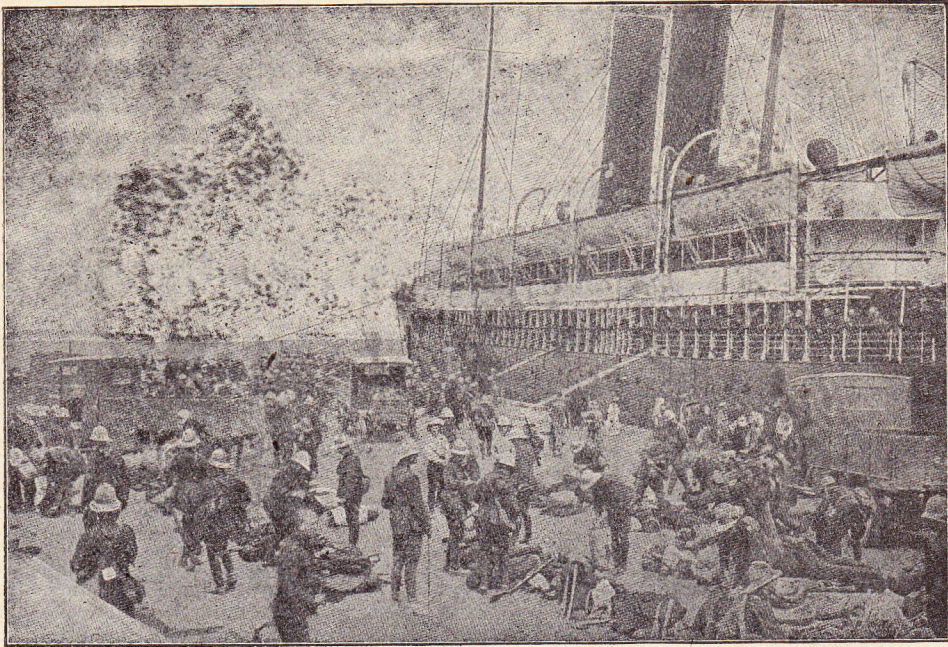
Lorsque le gouvernement eut décidé de bannir et d'exterminer les Arméniens, on ordonna de former des bataillons spéciaux d'Arméniens, qui devaient servir, aux termes de la déclaration officielle, à la réfection des routes et aux travaux communaux.

Les bataillons furent formés en effet, et employés à l'entretien des routes et à d'autres travaux forcés. Ils furent occupés à cette besogne pendant huit mois, jusqu'à ce qu'arrivât la rigoureuse saison d'hiver. Comme le gouvernement ne pouvait user plus longtemps de leurs services on les envoya à Diarbekir.

Lorsque le gouvernement entreprit l'extermination des Arméniens, quelques femmes se rendirent auprès du mufti et du kadi et déclarèrent vouloir embrasser la religion musulmane.

Les autorités acceptèrent leur apostasie et on les maria à des hommes de Diarbekir, soit Turcs, soit Kurdes.

Quelque temps après le gouvernement convoqua ces femmes et le mufti et le kadi se rendirent auprès du vali pour lui dire que ces femmes n'étaient plus des Arméniennes, mais des Musulmanes, et que les lois sacrées ne permettaient pas de tuer une femme musulmane. Le vali répondit: «Ces femmes sont des vipères, qui nous mordront plus tard. Ne vous opposez pas à l'action du gouvernement dans cette affaire, parce que la politique n'est pas la religion et que le gouvernement sait fort bien ce qu'il fait.»



Arrivée de troupes australiennes au port d'Alexandrie.

Le mufti et le kadi revinrent bredouille et les femmes furent massacrées.

Après le déplacement du vali, justifié, dit on, par les irrégularités commises dans la vente des objets provenant de maisons et de boutiques arméniennes, arriva une ordonnance disant qu'il fallait accepter la conversion de quiconque, soit homme, soit femme, voulant professer la foi musulmane.

Un grand nombre d'Arméniens échappés au massacre s'empressèrent d'embrasser l'Islam, dans l'espoir de pouvoir par ce moyen sauver leur vie, mais quelque temps après ils furent massacrés également et leur islamisme ne les épargna pas.

Si l'on voulait demander au gouvernement ottoman pour quelles raisons il a massacré les hommes, les femmes et les enfants arméniens, et pourquoi il a détruit et livré à la lie de la population, leur honneur et leurs biens, il répondrait que cette nation a assassiné des Mahométans du vilayet de Van, que l'on a trouvé des armes prohibées et des explosifs en leur possession et qu'il y avait des preuves tendant à démontrer la formation d'un Etat arménien, notamment des drapeaux et autres objets analogues, ce qui indiquait que ce peuple ne renonçait pas à ses mauvaises habitudes, mais qu'il était prêt à se révolter à la première occasion, à assassiner des Mahométans, à provoquer une insurrection et à réclamer l'aide de la Russie. Voilà ce que répondrait le gouvernement de Constantinople.

J'ai suivi cette affaire dès l'origine. Je me suis informé auprès des habitants et des fonctionnaires de Van qui se trouvaient à Diarbekir, pour savoir si dans la ville de Van ou dans les districts du vilayet un musulman avait été tué par des Arméniens. Tous me répondirent négativement en disant que le gouvernement avait ordonné à la population de quitter la ville avant l'arrivée des Russes et avant que personne n'eût été tué, mais qu'on avait obligé les Arméniens à remettre leurs armes, ce qu'ils n'avaient pas fait, parce qu'ils redoutaient une attaque des Kurdes et des troupes gouvernementales. De plus le gouvernement avait ordonné de prendre comme otages les principaux notables et les chefs politiques, ce à quoi les Arméniens refusèrent de se soumettre. Tout cela se passa au moment où les Russes approchaient de la ville.

En ce qui concerne les districts environnants, les Arméniens y furent groupés ensemble et chassés vers l'intérieur où tous furent massacrés, sans qu'un fonctionnaire ou un particulier, ni Turc, ni Kurde, fût tué. Quant à Diarbekir, il ne s'y déroula aucun événement

quelconque, bien moins encore un meurtre ou une révolte qui eût pu déterminer une action aussi scandaleuse à l'égard des Arméniens.

A Constantinople, je n'entendis pas parler non plus de meurtre ou de quelque acte inconsidéré de la part des Arméniens.

J'ai publié ces faits parce que je veux avant tout réfuter des mensonges et des calomnies contre la foi de l'Islam et les Musulmans, et j'affirme que tout ce qui arrive aux Arméniens doit être uniquement attribué au comité «Union et Progrès», qui fait de l'empire turc ce qu'il veut, animé qu'il est par un fanatisme nationaliste et l'envie qu'il éprouve à l'égard de la civilisation supérieure des Arméniens. La religion de l'Islam est absolument innocente de pareils actes.

Par ce qui précède nous avons vu que les Arméniens n'ont commis aucun acte qui pourrait justifier si peu que ce soit le fléau dont les Turcs les ont accablés et qui n'a pas d'égal même dans les siècles les plus sombres de l'histoire. Quelle était donc la raison de leur conduite ?

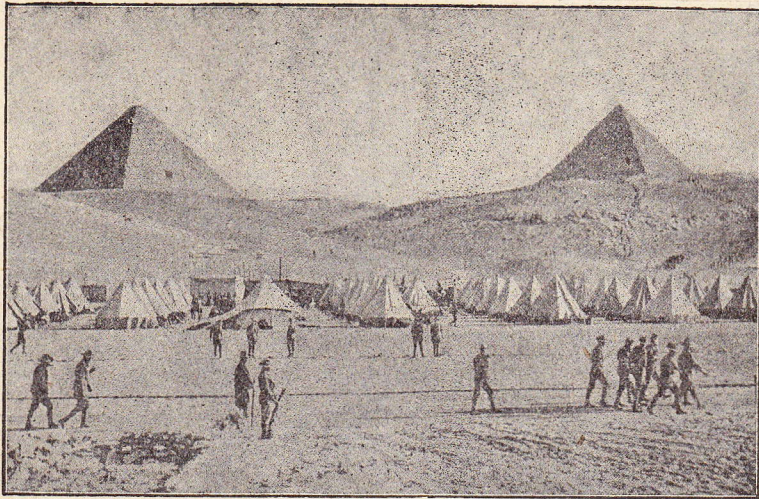
Les Jeunes Turcs se rendaient compte que les Arméniens, étant les plus civilisés, s'opposeraient à leur despotisme avec le plus de violence.

Ils sentaient aussi que les Arméniens se distinguaient parmi toutes leurs autres races par l'art et l'industrie, que leurs progrès dans les sciences et leur esprit d'association étaient plus marquants et qu'au bout d'un certain temps une grande partie des officiers de l'armée seraient des Arméniens. Aussi ne savaient-ils comment s'y prendre et craignaient-ils les conséquences de cette situation, parce qu'ils connaissaient leur propre faiblesse et qu'ils ne pouvaient se mesurer avec les Arméniens au point de vue de la science et du progrès.

L'ancantissement total de la race leur parut être le seul moyen de salut. Aussi profitèrent-ils de l'état de guerre et accomplirent-ils cet acte horrible avec une brutalité et une sauvagerie inouïes, que ne connaissent ni n'autorisent les lois de l'Islam, comme il ressort d'une foule de prescriptions et d'incidents historiques.»

L'auteur, un notable Bédouin de Damas, formule cette conclusion :

«Enfin je veux m'adresser aux grandes puissances de l'Europe et leur dire qu'elles-mêmes ont encouragé le gouvernement turc à accomplir cette action, puisqu'elles connaissaient fort bien la mauvaise administration de ce gouvernement, et aussi la barbarie dont il a fait



Camp des Australiens au pied des Pyramides.

preuve dans le passé en diverses circonstances, et qu'elles n'ont rien fait pour s'y opposer.»

Nous avons encore passé sous silence une foule d'horreurs. Ce que nous avons rapporté, est assez éloquent.

Mais l'Arménie était loin, en dans notre voisinage immédiat on voyait également se dérouler des atrocités sans nom.

Car, les années de guerre furent d'autant plus effroyables que les pires méfaits se couvraient souvent du voile de l'indifférence.

Et l'Allemagne avait partie liée avec le bourreau de l'Arménie.

## EN AFRIQUE

### La colonie allemande. — Le « Koenigsberg ». — La rébellion des Boers. — La mort de Fourie. — Les opérations dans la colonie.

L'Allemagne avait acquis des territoires en Afrique à la suite du désir d'agrandissement manifesté par quelques-uns de ses citoyens.

En 1880 ils avaient créé une association pour la colonisation allemande. A cet effet ils entreprirent une campagne dans le *Tägliche Rundschau*. Ils ne pouvaient pas compter alors sur le concours du gouvernement ni du grand public et ne parvinrent à constituer qu'un capital de 280,000 mark.

Les principaux membres étaient : Karl Peters, le comte Pfeil, Ernst von Weber, le comte Behr-Bandelin, Friedrich Lange.

Le 1er octobre 1884 une expédition partit pour l'Afrique sous la direction de Peters. Outre ce dernier, elle ne comprenait que trois membres : le docteur Julke, le comte Joachim Pfeil et le négociant Otto, ainsi que six employés.

Leur but était d'établir un poste allemand à Usambara, en face de Zanzibar.

Ils s'embarquèrent à Trieste à bord du *Titania* du Lloyd autrichien, et débarquèrent à Zanzibar. Leur voyage avait été tenu secret.

En février ils annoncèrent que la région d'Usambara était placée sous le protectorat allemand. Ils avaient gagné à leur cause l'administration nègre par des présents et des promesses.

Le docteur Peters étendit ensuite l'influence allemande à Uguru, Ukami et Uséguha.

Le gouvernement reconnut alors l'association coloniale et établit son protectorat sur un territoire de 155.000 mètres carrés avec une population de dix millions d'habitants. Dans la suite le Portugal, l'Angleterre et la Belgique reconnurent le fait accompli.

Les Allemands se mirent immédiatement à l'œuvre. Nous ne pouvons entrer ici dans des détails à ce sujet. Ils rencontrèrent des obstacles, étouffèrent des révoltes, conclurent des alliances, mais durent céder l'Ouganda.

Ainsi fut créé l'Est Africain allemand.

Dès que la guerre éclata en 1914, le gouvernement belge fit savoir aux gouvernements français et anglais que, conformément à la convention relative au Congo, il n'étendrait pas la guerre au territoire de la colonie (7 août 1914).

Il se contenta de prescrire à l'administration du Congo de prendre les mesures de défense nécessaires afin d'être prêt dans le cas d'une attaque allemande.

Le 26 août le colonel Tombeur, vice-gouverneur du Katinga, fit savoir à M. Renkin, ministre des colonies, que les troupes allemandes avaient attaqué le port de Lukuga. Notre gouvernement résolut alors de permettre à nos troupes coloniales de coopérer avec les troupes britanniques.

Le 15 septembre 1914 les Etats-Unis transmirent à notre gouvernement une proposition de l'Allemagne tendant à déclarer neutre le bassin du Congo.

Après ce qui venait de se passer, cette proposition n'était plus admissible.

Le gouvernement britannique avait déjà refusé d'ailleurs d'adopter une attitude neutre en Afrique, et la France était également d'avis qu'il fallait désormais frapper l'Allemagne partout où c'était possible.

L'armée ennemie en Afrique pouvait être évaluée à un total de 16,000 à 20,000 hommes avec 60 canons et 80 mitrailleuses. L'Allemagne disposait aussi de la télégraphie sans fil, d'autos, et d'un matériel varié.

Les chefs, le général Wahle et le lieutenant-colonel von Lettow-Vorbeck, avaient une grande expérience coloniale et s'appuyaient sur de puissants ouvrages de défense et des forteresses telles que Kigoma et Tabora.

Au point de vue militaire les alliés se trouvaient en état d'infériorité.

Au début des hostilités le croiseur allemand *Koenigsberg* parcourut l'Océan Indien. Les Anglais poursuivirent le navire jusqu'aux îles Rufiji et l'y bloquèrent.

Les Anglais décidèrent de fermer la baie à l'aide d'un navire charbonnier, le *Newbridge*. Pour atteindre l'endroit indiqué ce bateau devait longer une petite île. Une partie de l'équipage du *Koenigsberg* s'y était cachée avec des canons maxim et des mitrailleuses.

On avait donc été mis au courant du plan des Anglais.

Les Allemands attaquèrent le *Newbridge* à l'improviste. Les Anglais l'amènèrent néanmoins à la place désignée et l'y firent sombrer, mais au retour un grand nombre d'hommes périrent.

Les Allemands avaient habilement camouflé le *Koenigsberg* au moyen de verdure et de feuilles de palmier.

Malgré cela des aviateurs avaient découvert le croiseur sur lequel ils lancèrent des bombes.

Le *Severn* et le *Mersey*, les monitors qui avaient si violemment canonné les troupes allemandes à Westende en octobre 1914, partirent pour l'Afrique et détruisirent le navire allemand, mais l'ennemi en avait enlevé l'artillerie lourde, qui servit à renforcer l'armée de terre.

Du reste, les Allemands trouvèrent encore l'occasion de recevoir des secours de la mère-patrie.

En février 1915 un navire partit sous le commandement du lieutenant Christiansen avec un chargement de fusils, de mitrailleuses, d'uniformes, de médicaments, etc., etc

Près des côtes africaines le vaisseau fut attaqué par le croiseur anglais *Hyacinth* ; le navire allemand prit feu, mais l'ennemi réussit encore à sauver sa cargaison.

Le *Marie*, commandé par le lieutenant Soeren, eut une traversée plus heureuse ; après avoir trompé toute surveillance, il arriva à bon port avec des milliers de fusils, des millions de cartouches et autres munitions, des obus, des canons, des mitrailleuses et toute sorte de matériel.

Il se rendit même à Batavia, après une première tentative infructueuse.

L'Allemagne entreprit une offensive contre le chemin de fer de l'Ouganda et la province anglaise de ce nom, et dès 1914, contre la Rhodésie.

Dans cette dernière région elle comptait sur la révolte des Boers, dont nous allons parler en détail.

Une partie de la population du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, que nous connaissons mieux sous le nom de Boers, refusa de prêter son concours au gouvernement de l'Union et de l'Angleterre et crut voir dans les événements une occasion favorable pour arborer de nouveau les couleurs du Transvaal à Prétoria.

A la tête de ce mouvement se trouvaient des hommes tels que Christiaan De Wet, Hertzog, Beyers, Fourie, tandis que Smuts et Botha avaient pris le parti opposé, persuadés que la nation avait intérêt à s'entendre avec l'Angleterre.

On appela le parti de De Wet : les rebelles. Leurs tentatives échouèrent et les chefs comparurent devant un conseil de guerre. Nous allons fournir quelques détails à ce sujet, afin de donner une idée plus exacte des événements qui vont suivre.

Nous empruntons ces informations aux journaux sud-africains qui défendaient le gouvernement, mais dont les sources ne sont pas suspectes de partialité.

« Jacques Arnould B. Joubert fit devant le conseil de guerre la déposition suivante :

« Je suis procureur à Volkrust. Le 27 octobre je roulais en automobile avec Woods, le propriétaire. A 11 heures du matin nous nous rendimes à Memel. A Memel on nous apprit que De Wet était déjà parti. Le même jour nous allâmes à sa recherche. Nous arrivâmes au camp de Stormhoek, chez Van Dijk. Il y avait environ 80 soldats, la moitié armés. De Wet prenait le café à côté de Oost, lorsque nous nous présentâmes. Steenkamp dit pour quelles raisons il était là. De Wet demanda s'il voulait lui parler en particulier. Steenkamp répondit : « C'est comme vous préférez ». De Wet répartit : « Allez-y ». Steenkamp dit : « J'ai appris que vous voulez vous révolter contre le gouvernement ». De Wet dit : « Oui, c'est notre intention ». Steenkamp continua : « Vous savez que c'est un acte de rébellion ». De Wet répondit : « Oui, nous le savons bien, nous sommes des rebelles ».

Il déclara qu'on ne pouvait pas supporter plus longtemps la façon d'agir du gouvernement, que l'on avait prié et supplié Botha et Smuts d'écouter les griefs des populations. On avait envoyé une députation, mais le gouvernement n'avait pas voulu lui accorder une audience. Le grief principal était l'expédition entreprise contre les Allemands dans la colonie.

Un autre grief était que ce gouvernement ne se fiait pas à eux quand ils étaient armés. Fischer, déclara De Wet, avait été faux à l'égard de son parti ; ils avaient toujours cru qu'il était partisan d'Hertzog et on avait découvert qu'il était partisan de Botha.

Ils auraient pu recevoir des armes des Basoutos, ajouta De Wet, mais c'aurait été une trop grande humiliation. Maintenant, dit De Wet, nous nous adressons aux Allemands pour recevoir des armes.

Steenkamp dit : « Ne pourrais-je pas intervenir pour trancher le conflit à l'aimable ? » De Wet répondit : « Cela ne changerait rien à la situation. Nous allons prendre nous-mêmes en mains la solution ». Steenkamp dit : « Le gouvernement opposera une résistance armée et même si vous devez vaincre le gouvernement de l'Union, le gouvernement impérial ne sera pas satisfait de la création d'une république. »

De Wet se fâcha et se redressa. Il dit : « Nous sortirons et nous rassemblerons les soldats, car je ne veux rien leur cacher. »

C'est ce qui arriva en effet et une réunion eut lieu près de la demeure de Woods. Les accusés avaient tous pris place sur le seuil, sauf Krogh. De Wet dit que Steenkamp pouvait haranguer maintenant les soldats. Il était excité. Steenkamp dit : « Non, général, je ne suis pas venu pour parler à vos hommes, mais à vous. » Steenkamp devint inquiet. De Wet fit alors lui-même un récit succinct des événements, après quoi Steenkamp prononça encore une courte allocution, sur les instances de De Wet. Les soldats commencèrent à s'agiter. Mentz et Van Dijk les calmèrent. De Wet dit alors : « Emparez-vous de ces trois hommes. S'ils s'évadent, fusillez-les. S'il se produit quelque chose ici ce soir, nous les fusillerons. »

Nous fûmes alors faits prisonniers et fouillés. Ce soir Van Dijk dit qu'il n'y avait pas lieu de rien craindre, parce qu'il était sûr de nous faire relâcher pour rentrer chez nous. Il déplorait sérieusement notre arrestation.

Le lendemain matin il dit que De Wet voulait nous emmener malgré son intervention. Mais il veillerait sur nous. Plus tard Krogh nous communiqua officiellement que nous allions être emmenés. Nous partîmes vers sept heures. On nous permit d'écrire d'abord à notre famille. J'adressai une lettre à ma femme, en anglais.

Krogh prit les lettres, disant que De Wet voulait les voir. Quand il revint, le général déclara qu'elles devaient être rédigées en hollandais et que nous devions annoncer qu'on nous avait fait prisonniers. C'est ce que je fis. Plus tard je vis De Wet. Il paraissait fâché et me dit : « Tu es un Afrikaner et tu écris dans la langue de ceux qui nous font tant souffrir. »

Ma femme a reçu la lettre hollandaise. Van Dijk nous donna à manger et puis nous allâmes plus loin.

A 4 heures de l'après-midi nous arrivâmes à Vrede. On nous enferma dans un camp hors du village. Vers 7 heures du soir nous poursuivîmes notre route vers Woodside. La moitié des hommes environ étaient armés de fusils. Ils étaient 200 environ. Oost avait un revolver. Je ne vis jamais De Wet armé.

Près de Vrede Oost dit : « Le maître de postes a reçu un paquet. Je lui ai tenu mon revolver sous le nez. Les ordres du général étaient de ne pas tirer, sans cela je l'aurais tué. »

De Woodside nous poursuivîmes notre route. De Wet était temporairement absent. Les hommes assurément qu'il était parti à la rencontre du général Hertzog.

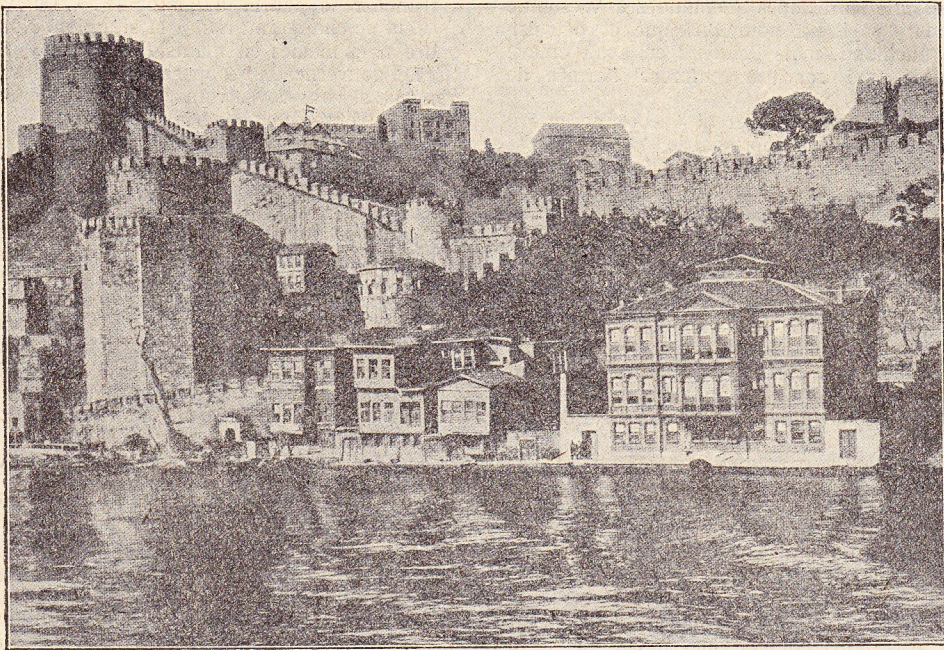
Le vendredi 30 octobre nous campâmes chez Michel de Jager. De Wet monta sur une charrette et harangua ses hommes en ces termes :

« Vous savez que je suis allé voir le général Hertzog. Hertzog était porteur d'une correspondance renfermant une lettre du général Botha au président Steyn et la copie de la réponse. Je n'ai pu apporter les documents, car Hertzog n'a pas voulu les donner sous prétexte que c'étaient des lettres d'ordre privé. J'ai dit alors à Hertzog : « Je vais cependant faire usage de ces renseignements, que vous me remettiez les lettres ou non ».

De Wet donna alors un résumé du contenu des lettres. Botha avait écrit à Steyn, suppliant celui-ci d'user de sa grande influence pour étouffer la révolte, qui ne pourrait qu'amener une effusion de sang. Botha ajoutait qu'il était totalement impuissant en face de la terrible catastrophe qui affligeait la nation.

Steyn répondit qu'il avait averti le gouvernement à différentes reprises. Mais on avait refusé d'écouter ses conseils, de là le résultat actuel. Lui-même était trop malade pour entreprendre un voyage, mais il avait chargé Hertzog de voir De Wet de sa part.

De Wet déclara qu'il avait demandé à Hertzog de répondre verbalement à Steyn, car Hertzog — ajouta De



Vieilles fortifications à l'entrée du Bosphore.

Wet — était un homme en qui l'on pouvait se confier aveuglément. La réponse de De Wet à Botha était que Botha devait démissionner et qu'une république devait être proclamée.

De Wet dit encore que Botha avait présenté un sauf-conduit à De Wet, Beyers et Kemp, pour leur permettre de conférer avec le gouvernement. Botha et Smuts — dit De Wet — étaient fort malins. Botha et Smuts savaient qu'un Boer répugnait à se tenir tranquille sur commande et qu'il voulait ou bien marcher ou retourner chez lui. Botha voulait les mettre à l'ombre pour une huitaine de jours afin que ses hommes rentrent à leurs maisons pendant son absence (de De Wet).

De Wet déclara à ses hommes qu'il n'irait pas à Prétoria. Ils devaient bien comprendre, dit-il, qu'ils étaient des rebelles. Leur but était de fonder une république et de descendre le drapeau britannique à Prétoria. Il voulait se joindre à Maritz et recevoir des fusils et des canons des Allemands pour se rendre ensuite à Prétoria, proclamer la république et hisser le nouveau drapeau.

Puis De Wet expliqua qu'Heilbron et Reitz avaient pris les armes. A Heilbron on avait déjà installé une administration, mais on avait été un peu vite en besogne. Il fallait d'abord recevoir des armes, avant de désigner des baillis. Bethlehem était également prêt à la révolte. Le commandant Prinsloo, de Bethlehem, avait bien travaillé dans la précédente guerre, il était connu sous le nom de Diable Rouge, et il était de nouveau sous les armes.

A Harrismith, annonça De Wet, le gouvernement avait convoqué des hommes, mais ils se montraient intraitables et quelques constables devaient les surveiller sur le terrain des expositions, sans quoi ils se seraient enfuis. Wessel Wessels était prêt à aller les dégager. Senekal était prêt aussi, mais il avait dit : « De Wet doit d'abord venir exposer ses plans lui-même. »

Le Transvaal occidental tout entier était en révolte sous les ordres de Beyers et chaque eu de nouveaux éléments venaient grossir le nombre. Dieu, dit De Wet, avait eu la bonté de les diriger de telle manière que Maritz avait été posté par le gouvernement près de la frontière allemande, alors que les rebelles voulaient précisément qu'il arrivât à cet endroit. Maritz avait déjà pénétré fort avant dans la colonie. Les choses allaient bien et les rebelles pouvaient compter sur le succès.

Le gouvernement propagait des mensonges pour les effrayer, en disant par exemple que les Basoutos enva-

hiraient le pays après le départ des Boers pour assassiner les femmes et les enfants. Mais ils avaient attendu à la frontière et s'il y avait quelque chose à craindre de la part des Basoutos, Brand Wessels et d'autres en seraient avertis. Leur cause était juste ; en tenant les yeux levés vers Dieu ils seraient sûrs de remporter la victoire.

Après cette allocution, De Wet déclara qu'il voulait être franc et que les hommes pouvaient lui demander ce qu'ils désiraient. L'un d'eux demanda : « Que devons-nous faire lorsque nous rencontrons les troupes ? Faut-il tirer ? »

La réponse fut : « Non, le but n'est pas de tirer sur les troupes, mais si l'on tire sur vous, il faut riposter. Lorsque vous voyez qu'un homme du gouvernement veut tirer, il faut essayer de tirer trois fois sur lui avant qu'il ne puisse le faire une seule fois. »

Un autre demanda : « Où est Hertzog ? Comment se fait-il qu'il ne vienne pas nous haranguer ? »

La réponse de De Wet fut : « Je vous ai dit tantôt qu'Hertzog est un homme auquel vous pouvez vous fier aveuglément. Il est où il doit être. Nous devons avoir un homme qui lutte pour nous sur le terrain politique et Hertzog est cet homme. Fischer luttera aussi sur le terrain politique, car il est un second Hertzog. Donc, ne demandez plus maintenant : Où est Hertzog ? »

Un autre demanda : « Comment va la révolution au Cap ? »

Il dit : « Beaucoup d'Afrikaners marcheront avec vous et vous vous joindrez tous à Maritz. »

Quelqu'un demanda : « Combien de fusils les Allemands donneront-ils ? »

De Wet répondit : « Les Allemands ont assuré à Maritz qu'ils tiendront 60.000 fusils disponibles. Peut-être ce chiffre est-il trop élevé, mais nous pouvons certainement recevoir 30.000 fusils. »

Ensuite il déclara qu'il était commandant-général de l'Etat libre d'Orange et Beyers du Transvaal.

Il en avait été décidé ainsi à Kopjes par des délégués. Oost donna lecture de la nomination des officiers. Krogh fut nommé chef d'état-major général sous De Wet.

Avant d'arriver à cet endroit entre Woodside et Wilgerivier, nous pouvions déjà circuler parmi les hommes, bien qu'il y eût des gardes pour nous surveiller. L'un d'eux dit qu'on nous donnerait un journal pour passer le temps. Oost entendit le propos et appela Roelf Meintjes, le caporal qui nous surveillait. Il dit que nous



Un camp des Askari's.

étions prisonniers et que personne ne pouvait nous adresser la parole ; nous ne pouvions pas circuler aussi librement ni lire un journal.

Meintjes dit : « Si je ne puis leur parler, je ne veux pas non plus les surveiller. »

A partir de ce moment nous fûmes placés sous les ordres du caporal Stofberg.

Le lendemain, 31 octobre, je vis un auto qui était arrivé pendant la nuit. Je reconnus le général Hertzog, qui occupait la voiture. Il y avait encore une autre automobile, mais il me fut impossible de voir qui se trouvait à l'intérieur.

Peu après De Wet s'approcha des hommes, qui se trouvaient précisément rassemblés pour recevoir les ordres de leurs officiers. Il monta sur un véhicule et exhiba un drapeau à cinq couleurs, celles du Transvaal et de l'Etat libre réunies. Il tenait le drapeau levé et annonça qu'il allait raconter son histoire.

Ce drapeau avait été confectionné au cours de la guerre précédente. Un comité de dames, dirigé par Mlle Ferreira, avait fabriqué ce drapeau, qui lui avait été remis. Pendant cette guerre il avait toujours emporté ce drapeau et l'avait caché plus tard avec ses transports dans la fente d'un rocher près de Vaalrivier. Après la guerre il avait repris le drapeau. Il avait été légèrement abîmé par un incendie, mais il l'avait gardé près de sa maison. C'était son ambition de le voir hissé à Prétoria le jour de la proclamation de la république. On confectionnerait un nouveau drapeau pour la république, mais ce drapeau de guerre spécial devait flotter d'abord à Prétoria, après quoi il l'emporterait chez lui afin de le conserver comme souvenir pour son peuple.

Ce jour-là nous allâmes plus loin, dans la direction de Reitz à ce que je crois, mais plus tard nous prîmes le chemin de Lindley.

Le 3 novembre nous arrivâmes à Lindley. Oost rejoignit notre poste et demanda six hommes armés pour piller un magasin ; il y avait un Anglais, disait-il, qui refusait d'ouvrir son magasin. Oost avait lui-même reçu un fusil de l'un des hommes et pénétra dans le village avec les six hommes.

J'étais depuis huit jours parmi eux en compagnie des autres témoins. A Lindley on nous relâcha. Krogh et Van Dijk vinrent nous annoncer la nouvelle et Krogh nous apporta un passeport de De Wet. De là nous partîmes dans deux automobiles. »

Nos lecteurs peuvent se rendre compte par ce récit de l'esprit qui animait les Boers.

Cela ressort d'une façon encore plus saisissante du

conseil de guerre qui fut appelé à juger le rebelle commandant Fourie.

Le vendredi matin 18 décembre 1914, à dix heures, commença au bureau principal de police de Prétoria, dans la rue Pretorius, le procès intenté au commandant Joseph Jean Fourie, capitaine, et à Jean Pierre Fourie, lieutenant du 18e régiment d'artillerie montée. Ils étaient poursuivis du chef de trahison, parce que au cours des mois de novembre et de décembre 1914 et surtout vers le 16 décembre ils avaient opposé de la résistance dans le district de Prétoria aux troupes de Sa Majesté et qu'ils avaient été faits prisonniers avec d'autres personnes ainsi que des rebelles armés.

Le conseil de guerre se composait du colonel Truter, commandant de la police, du major D. Van Velder et du colonel Dawson. Le major Sim remplissait les fonctions de ministère public, tandis que les accusés étaient défendus par l'avocat Van Hees, le docteur Gey van Pittius et le procureur F. Klein.

Le vendredi matin et l'après-midi les séances furent entièrement occupées par l'audition des témoins, ce qui permit d'établir dans quelles circonstances les Fourie avaient été capturés. Le samedi matin le commandant Jopie Fourie prit lui-même la parole.

« La grande et sombre figure du commandant Fourie — dit le journal du parti de Botha, la « Volksstem », paraissant à Prétoria — se lève de sa chaise et la tête haute, absolument maître de soi, la voix ardente et convaincue, il parle en ces termes, au milieu d'un silence impressionnant de la nombreuses assistance :

« Je veux déclarer pourquoi le 16 décembre je commandais une force armée contre les troupes britanniques. Je suis un Transvaalien de naissance, né sous le drapeau républicain. Pendant la dernière guerre je me suis battu contre le gouvernement anglais jusqu'au moment où j'ai été grièvement blessé et transporté à l'hôpital. Tandis que j'étais prisonnier et blessé, un officier anglais me frappa de son revolver et me fit une blessure.

Cela n'a pas éveillé chez moi un sentiment très favorable à l'égard des Anglais, mais j'ai réprimé mon propre sentiment dans l'espoir que les Anglais coopéreraient avec nous en vue d'assurer la prospérité de l'Afrique du Sud.

Cette situation a duré des années et le résultat de mon expérience est que chaque fois que les Anglais ont eu l'occasion de blesser les sentiments des Boers, ils l'ont fait avec plaisir. Et Dieu sait s'ils m'ont souvent froissé dans mon cœur. Et je défie n'importe quel Anglais, qui



Le général Joffre.

se trouverait sous la domination d'une autre nation et dont les sentiments seraient froissés d'une façon quelconque, de dire que j'ai commis une faute.

Lorsqu'il y a quelque temps, il fut question d'une guerre dans le Sud-Ouest allemand, je fus parmi les gens qui n'en parlèrent pas, mais qui y étaient opposés, car je ne pouvais comprendre pourquoi notre gouvernement devait déclarer la guerre à l'Allemagne qui ne nous avait jamais fait le moindre mal. Je ne pouvais comprendre pourquoi nos compatriotes devaient se battre pour défendre l'honneur de l'Angleterre ; en considérant le massacre de Slachtersnek, celui de la Bloedrivier au Natal et le massacre exécuté à Pietretief sur nos compatriotes par des Caffres commandés par des officiers anglais ; quand je pense aux 30,000 femmes et enfants qui ont été assassinés, je ne comprends pas pourquoi je devrais défendre l'honneur de l'Angleterre et je défie qui que ce soit de me montrer au doigt et de dire : « vous avez commis une faute. »

Je sais que le gouvernement me regarde comme un rebelle et qu'elle est déçue à mon sujet. Moi aussi j'ai été déçu par le gouvernement que j'ai établi et pour lequel j'ai versé mon sang. On parle de droits égaux. Allez donc jusqu'à la prison et demandez donc une simple quittance et dites si vous y voyez un seul mot de hollandais. Où trouve-t-on donc l'égalité des droits ? »

Le commandant Fourie veut remettre ce document à son défenseur, mais celui-ci déclare qu'il ne peut l'accepter, mais qu'il doit être communiqué à la cour. Fourie, tranquillement, remet la pièce à un des commis. Puis il continue de sa voix calme et sympathique :

« Le 10 octobre dernier j'étais allé assister à un concert donné à l'Opéra à la mémoire de notre vénéré président Kruger, à l'occasion de son anniversaire. Au lieu

d'entendre de la musique et des discours traitant de la vie du président Kruger, j'ai entendu là de basses injures, et tandis qu'un dominé récitait une prière d'introduction, on nous arracha le « Rule Britannia » à coups de bâtons et les dames furent assaillies à coups d'œufs pourris. Si c'est là de l'égalité britannique, je me refuse à vivre sous ce régime et c'est pour moi un plus grand honneur d'être ici en qualité de prisonnier que de servir comme officier dans l'armée anglaise. »

Le commandant Fourie élève alors le débat et dit avec force : « Ce que j'ai fait, je l'ai fait les yeux ouverts et avec une conviction raisonnée. Je suis même encore convaincu aujourd'hui que Dieu ne souffrira pas cette injustice, et qu'il y a encore assez d'hommes en campagne pour sauver l'Afrique du Sud. »

Puis Fourie se tourne vers son frère assis sur une chaise à côté de lui, et le désignant il dit :

« Quant à mon frère, mon influence l'a porté à faire ce qu'il a fait, conformément à mes ordres et à mes instructions, et je voudrais demander à la Cour de prendre son jeune âge en considération. Il est mon frère cadet et il avait foi en moi. S'il y avait aujourd'hui dans ce tribunal des Afrikaners qui fussent obligés d'exprimer leurs sentiments comme je dois le faire moi-même et qui ne seraient pas des athées, ils ne pourraient employer des paroles différentes des miennes. Je ne puis être faux. Je n'ai jamais su l'être et Dieu me préserve de le devenir jamais. Mes actes ont toujours guidé mon cœur. »

Je n'ai pas l'intention d'implorer la clémence de la Cour. La clémence de mon Dieu, qui m'a conduit, me suffit ; mais je demande de traiter avec clémence ceux qui ont servi sous mes ordres. J'ai exercé sur eux une grande influence. »